

# Le viol des foules, un métier d'avenir !



La collusion de l'État français avec les géants du web, jusqu'alors secrète, a été officialisée en novembre 2018 quand le conducator a annoncé la création d'un groupe mixte moitié cadres de Facebook, moitié politiciens et hauts fonctionnaires français.

Pour se donner une légitimité dans l'air du temps, ce groupe était supposé traquer les contenus racistes, antisémites, homophobes et sexistes. Curieusement, les djihadistes ne faisaient pas partie des « méchants »...

Quinze mois plus tard, ce sont les thérapies du professeur Raoult qui furent clouées au pilori par ces prescripteurs de « bonnes pensées ».

Mais censurer les propos hérétiques sur les réseaux sociaux ne suffisait pas. Il fallait aussi dénoncer les « erreurs » et en discréditer les auteurs.

**Décodex la vérité officielle**

L'inventeur est un Libanais du nom de Nabil Wakim, membre de la Young leader French American Foundation, promotion 2012, celle de Macron.

Une organisation liée au Bilderberg et à la Trilatérale avec pour objet de recruter des influenceurs de talent, appelés à devenir des exécutants zélés au service du Nouvel Ordre Mondial.

Nabil a été sélectionné par la « **Nieman Foundation** » pour ses talents à adapter la propagande *main stream* aux particularités des médias numériques et sociaux : réactivité, interconnectivité et interactivité, biais cognitifs exploitant l'émotion, manipulation des « influenceurs » et gestion d'un public virtuel sinon vertueux pour amplifier les buzz.

Avec une signalétique pour demeurés : on surligne en vert ce qui est juste et bon, en orange quand la copie est à revoir et en rouge quand c'est intolérable aux yeux des maîtres du monde. Avec une reprise systématique des infos hérétiques, réécrites dans le « bon sens » et diffusées via des moteurs de recherche complaisants et des plateformes complices, s'ajoutant à l'exclusion des dissidents sur les réseaux sociaux. Puis aux bannissements sur YouTube. Comme l'interdiction de séjour d'une sommité comme le professeur Perronne.

### **Le ministère mondial de la Vérité**

La pieuvre mondialiste défend une ligne éditoriale qui est clairement celle de l'oligarchie : pas touche aux intérêts des banksters, surtout ceux qui investissent dans le business vert hypersubventionné.

Pas touche non plus aux entreprises qui exploitent les affamés du quart-monde, ni à Big Pharma qui vous fait crever pour optimiser ses profits, et encore moins aux multinationales du numérique dont le chiffre d'affaires, pour certaines, dépasse le PIB de quelques États de taille respectable.

Mais pour afficher une bonne conscience et amuser la galerie, on monte en épingle « *la défense des droits de l'homme et de la démocratie* » qu'ils sont les premiers à piétiner là où ils opèrent... Avec l'écologisme activiste et le Giec pour les niais, dans un monde que leurs mines, leurs usines, leurs *data centers* énergivores, leurs supertankers et leurs porte-containers géants ne cessent de polluer.

À ces termes de novlangue qui signifient destruction des frontières et des nations, mise sous tutelle des gouvernements et détournement d'attention des vrais problèmes, avec un prétendu réchauffement climatique qui n'a rien d'anthropique, il convient d'ajouter les droits des LGBT, ça ne mange pas de pain, le « progressisme sociétal » qui ramasse tout et n'importe quoi, et le multiculturalisme récité comme un mantra par des vieux bonzes.

Mais aussi « la lutte contre le populisme et les extrêmes ». Étant qualifiés d'extrémistes, tous ceux qui refusent d'être la pâte à modeler destinée à entrer dans leurs moules.

### **Les sponsors de la pieuvre numérique**

Les réseaux sociaux ont pris une telle importance que, lors de l'élection présidentielle américaine de 2020, ils se sont permis d'intervenir en censurant les propos de campagne du Président sortant ainsi que ceux de ses partisans qu'ils estimaient inexacts (sur quels critères et de quel droit ?) tout en mettant en valeur les assertions et propositions tendancieuses de leurs adversaires. Grosso modo les ogres du web seraient qualifiés en France de milliardaires rouges. Ou d'ayatollahs, surtout quand ils en portent la barbe pour mieux nous raser.



Cela a suscité une [enquête du Sénat US](#) qui pourrait déboucher sur des inculpations pour **fraude fiscale** car, en tant que plateformes de libre expression, Facebook et Twitter bénéficient d'un régime d'imposition avantageux. Ce qui n'est pas le cas des sites qui « *produisent du contenu* ». En clair ceux qui prennent parti et utilisent leurs capacités de diffusion pour faire des campagne électorales ou d'opinion.

Déjà les élections présidentielles américaines de 2016 étaient suspectées d'avoir été influencées par des actions associant des Russes à une partie des Républicains, tandis que l'[État profond](#) soutenait la gauche la plus radicale.

Ces dérapages ont incité des gens un peu naïfs ou très cyniques à participer à la création d'un système de contrôle des informations, afin d'éviter semblables ingérences à l'avenir.

Flairant le filon, Facebook a été le premier à réagir en faisant appel aux services d'une nébuleuse allemande « Correctiv » associant une trentaine de journalistes de diverses nationalités, en leur donnant pour mission de traquer

les « fake news » sur le réseau social et de débusquer et bannir leurs auteurs.

Les cibles prioritaires étant naturellement ceux qui refusent la mondialisation heureuse, l'europhisme béat et la vaccination enthousiaste.

« **Correctiv** » prétend être une ONG neutre, spécialisée dans le journalisme d'investigation et le « fact checking ». En réalité, cette officine est financée par la « **Fondation Brost** », dépendant du groupe de médias « Funke Mediengruppe » (anciennement WAZ) associé à la « **Deutsche Bank** ».

« Correctiv » est membre du « **Global Investigative Journalist Network** » (GIJN), financé par « l'Open Society » de George Soros, la « **Fondation Ford** » et « **Google** ». « **La Banque Mondiale** » et la « **Commission Européenne** » font aussi partie du groupe. De façon tout à fait désintéressée. Pour s'assurer que de méchants provocateurs ne vont pas utiliser la relative liberté du web pour berner le public.

Sur le plan fonctionnel, « Correctiv » s'inspire de « **l'Institut Poynter** » dont il affiche en vitrine les préconisations rédigées dans une bible du politiquement correct qui se fait fort de déterminer la véracité de l'info à partir de critères cauteleux à mi-chemin entre les prêches des télé évangélistes et des niaiseries à la Jean Jacques Rousseau.

**FactCheckEU** sa succursale en Europe chapeaute 19 médias et certifie que leurs infos sont bien conformes à la doxa mondialiste.

Surprenante école de journalisme, puisque telle est sa vocation première, qui compte parmi ses filiales une agence de presse politique (conservatrice-libérale à la sauce américaine) ainsi que le « Tampa Bay Times » une institution qui existe depuis 1884. Et dont on dit qu'il est conseillé à tout candidat gouverneur, sénateur ou procureur en Floride

d'éviter de déplaire.

« **Poynter** » fonctionne grâce à des dons provenant de la « **Fondation Bill Gates** », de « Google » dont le réchauffiste milliardaire **Al Gore** est un gros actionnaire, de « l'Open Society » du sympathique George Soros et de la « Knight Foundation ».

La « **Knight Foundation** » qui n'a rien à voir avec la chevalerie disposait en 2015 d'un fonds de 2,14 milliards de dollars pour financer divers projets journalistiques. Parmi lesquels « Wikipédia » cette encyclopédie qui se dit libre et ouverte.

### **Vérifications, certifications ou interdictions**

Pour chapeauter les différentes composantes de l'édifice de propagande, « **ProPublica** » un réseau de journalistes soi-disant indépendants, financés par un mécénat dégoulinant de déclarations de foi ronflantes et archi-politiquement correctes.

Ainsi la « **Fondation Carnegie** » qui annonce : « *Nous œuvrons à construire un monde meilleur autour de l'utilisation des sciences, de l'amélioration des hommes et des communautés en réseau.* »

Ou la « **Sandler Foundation** » à la philosophie admirable : « *Nous investissons dans des organisations stratégiques et favorisons des leaders exceptionnels (ndlr : Macron !) qui cherchent à améliorer les droits, les opportunités et le bien-être des autres, en particulier les plus vulnérables et les plus défavorisés.* »

S'y ajoutent, plus discrets mais non moins proactifs, le « Fondation Ford » et l' « **Open Society** » de Soros laquelle se présente sans sourciller comme « *la plus grande organisation philanthropique au monde, en matière de liberté, de démocratie et de droits humains.* »

Ces parangons d'honnêteté, d'objectivité et de professionnalisme travaillent avec les grands médias : ABC News, CNN, Financial Times, New York Times, Guardian, Washington Post, Huffington Post pour ce qui est des supports traditionnels... Et sur le web, en plus de leurs pendants numériques : Facebook, YouTube, Twitter, Google, Amnesty International, France Info, l'AFP et même Al-jazeera...

L'objectif avoué de ces autoproclamés vérificateurs incorruptibles de la bonne pensée est de mettre en place une « plateforme collaborative internationale de vérification ». En privé ils disent [« de certification »](#). En rêvant d'un monde meilleur où l'on ne pourrait plus rien publier qui n'ait été au préalable « certifié ». Les rustres qui fuient les périphrases appellent cela de la censure. Quel manque de finesse !

### **Les financiers occultes**

Une véritable course à la domination idéologique est engagée sur le Net pour appuyer l'emprise politique, économique et financière de lobbies particulièrement proactifs. Parmi eux les **banques du Golfe** qui ont investi leurs pétrodollars, via des holdings à participations multiples dans des secteurs stratégiques pour le modelage de l'opinion tels que médias, instituts de sondages, réseaux sociaux, *infotainment*.



Mais aussi sous couverture de « trustees » (hommes de paille) dans les secteurs plus traditionnels de l'armement et des

cybertechnologies.

Outre leur générosité envers quelques médias français acquis à leur cause, la mainmise de banques islamiques sur des plateformes et réseaux sociaux du web est avérée.

Il suffit de savoir lire des rapports financiers publics là où ils sont obligatoires, et d'être capable de déboîter les « poupées russes » des holdings pour s'en convaincre.

La SEC (gendarme de Wall Street) comme notre DCRI et TRACFIN le savent mais ils n'y peuvent rien, c'est licite tant qu'on peut tracer les fonds depuis la source et qu'on ne peut pas prouver des délits d'initiés. Et là où ces banques du Golfe ne sont pas encore majoritaires, les co-investisseurs prudents ne veulent pas risquer leurs futurs dividendes.

### **Leurs « vérités » au service du Gouvernement Mondial**

La domination culturelle des masses par de vieux préjugés ne peut être combattue et remplacée que par une autre hégémonie culturelle. Qui se donne l'air plus moderne, plus libre, plus séduisante. Et forcément ringardise les valeurs d'avant.

Dans un monde interconnecté où ordi, tablettes, smartphones, réseaux sociaux, GPS et domotique, échangent entre eux pour votre plus grand bien, et surtout pour ne jamais vous perdre de vue, l'individualisme, l'autonomie, l'anticonformisme et le patriotisme n'ont plus leur place.

L'art, l'éducation et la culture préparent le terrain. Dès les petites classes, les enseignants sont chargés de formater les jeunes cervelles et d'en faire des individus sans passé, sans racines, sans références, avec des connaissances succinctes, éparses, sans liens entre elles.

Peuvent alors débouler les bataillons médiatiques qui anesthésient les masses en assénant leurs vérités



irréfragables, étouffent dans l'œuf toute contestation et condamnent à la mort sociale les hérétiques.

**Christian Navis**